

Déclaration du commando Holger Meins le 24 avril 1976

Aux gouvernements de la République fédérale d'Allemagne et du Royaume de Suède.

Le 24 avril 1975, à 11 h 50, nous avons occupé l'ambassade d'Allemagne à Stockholm et fait prisonniers 12 membres du personnel, parmi eux, l'ambassadeur Dieter Stoecker, l'attaché militaire Andreas von Mirbach, le conseiller économique Heinz Hillegaart, et le conseiller culturel Anno Elfgen pour obtenir la libération de 26 prisonniers politiques en R.F.A. :

Gudrun Ensslin, Stuttgart

Andreas Baader, Stuttgart

Ulrike Meinhof, Stuttgart

Jan Raspe, Stuttgart

Carmen Roll, Stuttgart

Werner Hoppe, Hambourg

Helmut Pohl, Hambourg

Wolfgang Beer, Hambourg

Eberhard Becker, Hambourg

Manfred Grashof, Zweibrücken

Klaus Jünschke, Zweibrücken

Wolfgang Quante, Brême

Ronald Augustin, Bückeburg

Ali Jansen, Berlin

Brigitte Mohnhaupt, Berlin

Bernhard Braun, Berlin

Ingrid Schubert, Berlin

Annerose Reiche, Berlin

Ilse Stachowiak, Hambourg

771

Irmgard Möller, Hambourg
Sigurd Debus, Hambourg
Christa Eckes, Hambourg
Wolfgang Stahl, Hambourg
Margrit Schiller, Lübeck
Monika Berberich, Berlin
Johannes Weinrich, Karlsruhe.

1. En moins de 6 heures et avant 21 heures

Les camarades prisonniers doivent être rassemblés à l'aéroport Rhin et Main de Francfort. Ils devront parler sans contrôle ensemble et avec leurs avocats. Ils devront avoir la possibilité de suivre à la radio et à la télévision le déroulement des événements. Une liaison par téléphone, puis plus tard par radio, devra être établie entre nous et les prisonniers. Elle devra être maintenue jusqu'à leur atterrissage dans le pays que les accueillera.

— un Boeing 707 de la Lufthansa avec un équipage de trois hommes et ayant fait le plein doit se tenir à disposition sur l'aéroport Rhin et Main de Francfort.

En moins de 10 heures et avant 1 heure

— Les prisonniers quittent la R.F.A. en avion, ils ne sont accompagnés que de l'ambassadeur de Suède en R.F.A. — Backlund — et par leurs avocats. La destination sera communiquée pendant le vol.

— Le gouvernement de la R.F.A. doit remettre à chaque prisonnier 20 000 dollars.

2. Cette déclaration, les déclarations des prisonniers ou de leurs avocats doivent être transmises directement aux agences internationales de presse et diffusées intégralement en R.F.A. à la radio et à la télévision immédiatement. Pendant tout le déroulement de l'action, les décisions du gouvernement doivent être rendues publiques par l'intermédiaire des media. Le départ de nos camarades doit être retransmis en direct par les télévisions allemande et suédoise.

3. Nous ne négocierons pas à propos de nos revendications, et nous ne prolongerons pas les délais avant lesquels elles doivent être remplies. Si la R.F.A. tentait de retarder la libération des prisonniers un des membres de l'ambassade serait abattu après chaque heure de retard pour l'un ou l'autre des ultima-

tums. Une tentative de prendre d'assaut l'ambassade signifierait la mort de tout le monde. Si l'ambassade était attaquée, nous ferions exploser dans les locaux de l'ambassade 15 kg de TNT.

Après leur atterrissage, les camarades libérés nous confirmerons par radio qu'ils ont obtenu une autorisation de séjour, nous libérerons alors une partie des membres de l'ambassade et ferons connaître le déroulement de notre départ.

Nous serons des êtres humains — liberté par le combat anti-impérialiste/ La responsabilité de l'exécution de l'attaché militaire von Mirbach est portée par la police qui n'a pas évacué l'ambassade malgré la prolongation de l'ultimatum.

Stockholm, le 24 avril 1975
le Commando Holger Meins.

Andreas le 29 mars 1977

Nous demandons — pour la première fois du reste — que soient cités Brandt et Schmidt, en tant que chefs des gouvernements Brandt/Scheel et Schmidt/Genscher, afin de prouver que :

1) La Fraction Armée Rouge, depuis 1972, est poursuivie selon une conception contraire et hostile à la Constitution de la stratégie anti-subversive qui correspond aux normes internationales de la contre-insurrection américaine

et qui

a) vise à l'« immunisation » répressive et manipulative (Brandt) de la société contre l'opposition fondamentale anti-capitaliste ;

et qui

b) vise, par une stratégie complexe d'initiatives politiques, économiques, militaires et juridiques, à l'intégration de l'appareil de « sécurité intérieure et extérieure » et des systèmes étatiques de fichage de l'O.T.A.N. pour institutionnaliser l'ingérence permanente de la police extérieure américaine dans les affaires des pays ouest-européens ;

qui

c) a pour but immédiat de neutraliser et anéantir les groupes de résistance communistes et radicaux-démocrates qui, depuis la dissolution de l'opposition « Vietnam » légale, se sont organisés et armés clandestinement pour combattre la stratégie américaine

Ceci a la forme d'une requête,
parce que sinon il aurait été
impossible de le dire ne serait-ce
qu'une phrase au procès
Stamheim le 29 mars 1977.

172

180